

OPINION

La mauvaise gouvernance de l'Europe aggrave la pandémie Covid-19!

Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

La pandémie le montre une nouvelle fois de son fonctionnement inefficace et opaque, de ses institutions, illégitimes, technocratiques, antidémocratiques. Ses États membres sont de plus en plus nombreux à verser dans l'autoritarisme, comme dans les années 1930, à la faveur de l'incapacité des démocrates. Chacun sait les terribles conséquences de certains très mauvais choix électoraux faits à l'époque. Évitions ce genre de scénarios.



Une UE fractionnée de longue date, et irrémédiablement

L'incapacité et la fragilité croissantes de l'UE viennent de son inachèvement et de ses régressions. Les dépenses de participer à la politique de défense, à l'€ ou à Schengen accordées en 1991, pour faire accepter le traité de Maastricht, ont entaillé l'UE : les États membres ne sont plus égaux en droits et en devoirs. Les ristournes sur certaines contributions au budget de l'UE ont aggravé la chose.

L'élargissement vers l'Europe centrale et orientale n'a pas été accompagné, comme celui opéré antérieurement vers le Sud, puis vers l'Allemagne de l'Est, par une aide économique massive, en tout cas au début, créant chez ces Européens le sentiment d'être des citoyens de seconde zone, indépendamment des flux financiers actuels. Ce sentiment a été renforcé par l'hostilité que leur afflux a suscitée, particulièrement en France, en Italie et au Royaume-Uni, parce que, faute d'aide et de perspectives d'avenir, beaucoup ont migré, appauvrissant leur pays d'origine.

Lors de l'invasion de l'Irak en 2003, les protectorats américains purs et durs se sont distancés de ceux qui ont été capables de s'en émanciper : la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg. Il n'est pas inutile de se souvenir que M^{me} Merkel a pris position à cette époque en faveur de l'intervention américaine, contre le gouvernement Schröder, mais aussi contre son propre parti, dans l'opposition.

Le rejet du «traité établissant une constitution pour l'Europe» en 2005 par la France et les Pays-Bas les a isolés des 18 États membres, dont l'Allemagne, qui l'avaient approuvé.

La crise des *subprimes*, mal gérée par M^{me} Merkel, M. Schäuble et M. Dijsselbloem nous a valu une crise financière puis une dépression de dix ans, particulièrement sensibles en Grèce, en Italie, en Espagne et au Portugal. La proposition de Grexit formulée par M. Schäuble a laissé des traces chez les Hellènes, mais aussi chez tous ceux qui auraient pu subir le même sort.

Les invasions russes en Géorgie, en 2008, en Crimée puis au Donbass, en 2014, n'ont guère suscité de réaction de l'UE, divisée entre ceux qui voient la Russie comme leur ancien occupant et les autres qui ne visent qu'au développement des relations commerciales avec les Russes.

Le «printemps arabe», né en Tunisie à la fin de 2010, s'est étendu en 2011 à l'Égypte, au Yémen, au Bahreïn, à la Syrie, à l'Algérie, à la Jordanie, à l'Arabie saoudite, au Maroc et à Oman, suscitant soit des réformes, soit la répression, qui a provoqué un mouvement migratoire vers l'Europe. Il a culminé en 2015, au plus fort de la guerre civile en Syrie et en Irak. Si M^{me} Merkel s'est dite prête à assumer l'accueil des réfugiés, en tout cas pendant quelques mois, les Européens de l'Est, mais aussi ceux du Sud, déjà confrontés à une migration massive, n'en voulaient à aucun prix.

Tout cela est contraire au projet de Robert Schuman, au vœu du traité de Rome et à l'ambition du Conseil de Laeken en 2001, qui étaient une union de plus en plus étroite. C'est celle-ci que nous devons viser : passer de cette désunion à l'union fédérale, aux États-Unis d'Europe. Il est impératif de renverser la logique de l'UE, qui pousse chaque État membre à rechercher son avantage, au détri-

ment de l'intérêt commun. La solution à une crise aiguë ne peut être trouvée que dans un projet à forte valeur politique.

Un démantèlement généralisé de l'État et de l'industrie, préjudiciable au bien-être général

Presque partout en Europe, pendant les 30 dernières années, les services publics furent réduits à la portion congrue, l'industrie démantelée, les frontières ouvertes sans guère de contrôle, en particulier vers la Chine. Des ports ou des aéroports, des réseaux d'adduction d'eau, de gaz, d'électricité, sont sa propriété. Une trop grande part de la fabrication des produits pharmaceutiques et du matériel médical, et même de biens nécessaires à la sécurité et à la défense, lui est confiée, sans garanties d'un approvisionnement suffisant, en quantité comme en qualité.

La pandémie Covid-19 met au jour certains des résultats les plus catastrophiques de cette politique. Manquent presque partout des gants, des masques, des vêtements protecteurs, des lits dans les services d'urgence et de soins intensifs, des respirateurs. Il y a pénurie de réactifs pour tester les soignants, les personnes qui présentent des symptômes interpellants, puis l'ensemble de la population. Or, il faut séparer les malades des gens indemnes, surtout ceux à risques, pour éviter la contagion, mais aussi pour identifier les personnes guéries, immunisées, pour que celles-ci renforcent les services qui luttent contre la maladie, ou prennent en charge la relance des services publics et de l'activité économique.

Tous ces produits sont devenus rares et chers : la Chine nous fait payer la crise qu'elle a déclenchée. En outre, leur qualité n'est garantie que sur le papier. L'autonomie stratégique de l'Europe chère à M. Macron devrait commencer, et d'urgence, par la sécurité de nos sources d'approvisionnement.

La mauvaise gouvernance à l'œuvre, mais pas partout !

Fin 2019, les services de renseignement occidentaux ont su par l'internet et par les satellites d'observation de la terre, via les émissions de CO₂, que l'activité économique s'arrêtait à Wuhan. Depuis début janvier 2020, au plus tard, ils⁽¹⁾ savaient que quelque chose de grave se passait en Chine, bien que celle-ci ait masqué l'ampleur de l'épidémie, notamment par l'arrestation du premier médecin qui a révélé la dangerosité du virus⁽²⁾ 4 à 5 semaines ont été perdues pour contenir sa propagation. Au lieu d'affirmer avec désinvolture, voire cynisme : «Ce n'est pas grave, et nous sommes prêts», nos leaders auraient dû s'inspirer des bonnes pratiques. Taiwan a tiré des pandémies précédentes celles qui concilient la lutte contre le virus, le soutien à l'économie et la sauvegarde des libertés individuelles.

Les erreurs de gestion, l'absence d'écoute des services de renseignement, l'impréparation à la gestion de crise, la mauvaise appréciation du phénomène, les décisions tardives et bancales de la plupart de nos leaders sont indéniables. Au vu du fort écart entre les taux de mortalité, ils risquent d'être attaqués en justice. La Cour de justice de la

République française a déjà reçu au moins 6 plaintes. Une plainte collective contre l'État belge, avec constitution de partie civile, pour non-assistance à personne en danger et mise en danger de la santé publique, est en préparation.

Comme sur le plan économique et social, le Premier ministre Costa et son équipe affichent un beau bilan : le Portugal ne comptait au 11 avril que 380 morts du Covid-19 pour 10 millions d'habitants, soit 0,0038%. Ce gouvernement a pris des mesures de confinement dès le 8 mars, ayant 30 personnes contaminées et 0 décès. La Belgique, le fit après 10 décès seulement mais, bien qu'elle dispose de 9 ministres de la santé, en ajoutant les régionaux au fédéral, elle comptait 3.346 morts pour 11,5 millions de Belges, soit 0,0291%. L'armée et Médecins Sans Frontières (MSF) y interviennent dans les maisons de retraite, qui manquent de personnel, de matériel et de tests. La France a maintenu le premier tour des municipales, le 22 mars, et confiné seulement après 175 morts, elle avait 13.832 victimes pour 67 millions d'habitants, soit 0,0206%. L'Espagne pleurait 16.353 décès pour 46 millions d'habitants, soit 0,0356% ; elle n'a confiné qu'après 200 morts. L'Italie a attendu 800 décès, qui sont aujourd'hui 18.849, sur 60 millions d'habitants, soit 0,0314%.

Beaucoup de leaders répondent à la pandémie par le confinement, le *lock down* : une mesure simple, qu'ils peuvent comprendre, apprise lors de la lutte antiterroriste. Les approches nuancées ne sont pas leur fort. L'art de la persuasion ne plus : ils préfèrent imposer, via les forces de l'ordre, sauf et heureusement lorsqu'il s'agit de se faire rééire. Ils mettent une si grande part de l'activité économique à l'arrêt qu'ils provoquent une récession. Elle fera plus de dégâts que le Covid-19. L'austérité imposée à la Grèce y a causé 90.000 décès supplémentaires. Je ne préconise évidemment pas le laxisme coûteux en vies humaines qui a été observé dans certains pays anglosaxons, mais bien que l'on s'inspire des bonnes pratiques, qui concilient l'aplatissement de la courbe des infections, un taux d'activité élevé et limite le nombre de décès.

La crise du Covid-19, celle de trop pour l'UE ?

Le 23 mars l'Allemagne et l'Autriche ont activé la clause de solidarité européenne⁽³⁾ Ces États et les autres n'auraient-ils pas pu, dès fin février, envoyer leurs unités de protection civile et de service médical militaire en Italie, puis en Espagne ? Ce n'est que fin mars que la Commission européenne a assoupli ses règles budgétaires et mis 37 milliards € à disposition du marché du travail, des PME et des soins de santé.

Le 6 avril, les ministres européens de la Défense, sous la présidence de M. Borrell⁽⁴⁾ ont rejeté la mise en œuvre de la clause de solidarité. Ils ont par contre constaté la nécessité d'étudier comment utiliser l'expertise militaire au niveau de l'UE et de partager l'information et les bonnes pratiques. Ils ont mis en place un dispositif léger de coordination, coordination, extérieur au Centre de coordination de la réaction d'urgence de la Commission européenne, qui est civil. Le coronavirus, lui, s'attaque tant aux civils qu'aux militaires.

Le 7 avril, un mois après la demande italienne faite le 26 février par le biais du Mécanisme européen de protection civile (MEPC), la Commission européenne a annoncé l'envoi à Bergame et à Milan de

deux équipes de dix médecins et de cinq infirmiers roumains et de 20 médecins, infirmiers et personnel d'appui norvégiens, ainsi que de 3.000 litres de désinfectants en provenance d'Autriche⁽⁵⁾

Le 9 avril, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Finlande, l'Autriche, l'Estonie, la Suède et le Danemark ont enfin accepté l'octroi de prêts par le Mécanisme européen de stabilité (MÉS), pour les frais médicaux, ainsi qu'un paquet d'aide reposant sur trois piliers : la Commission finance à hauteur de 100 milliards € les systèmes de chômage dans les États membres ; la Banque européenne d'investissement (BEI) emprunte 200 milliards € pour soutenir les PME ; le Fonds européen d'urgence met jusqu'à 240 milliards € de lignes de crédit à disposition des États membres, soit au total 577 milliards. Pour une crise de cette ampleur, et par rapport au PIB de l'UE à 27 (13.500 milliards €), cela reste dérisoire. Heureusement, une nouvelle fois, la Banque centrale européenne (BCE) a lancé un programme de rachat des dettes nationales publiques et privées, à hauteur de 750 milliards €.

Face aux 18.586 Américains décédés du Covid-19 et aux chômeurs, passés de 282.000 le 14 mars à 6,61 millions le 9 avril, le Congrès a voté un plan de soutien et de relance de 2.000 milliards \$, sous la forme de chèques aux ménages, d'aides massives aux entreprises et d'extension des droits des chômeurs.

Jusqu'à présent, la mauvaise gestion des affaires publiques en Europe nous a appauvris et déclassés sur la scène internationale. Aujourd'hui, elle aide l'agent infectieux à tuer. C'est ce qu'a compris le professeur Ferrari, président du Conseil européen de la recherche (CER). Il a démissionné le 7 avril, extrêmement déçu par la réaction européenne au Covid-19. Il déplore l'absence de coordination des politiques de santé entre les États membres, l'opposition aux initiatives de soutien financier, les fermetures unilatérales des frontières. Arrivé au CER en fervent défenseur de l'UE, il a complètement changé son point de vue, bien qu'il continue de soutenir avec enthousiasme les idéaux de collaboration internationale⁽⁶⁾ mais malheureusement pas notre projet fédéral, les États-Unis d'Europe !

Les États membres n'ont pas coordonné leurs mesures de protection et ont adopté une attitude de repli national. En dépit des compétences reçues du titre XIV, santé publique, du traité sur le fonctionnement de l'UE, la Commission n'a pas su définir des standards communs L'UE a pris conscience tardivement de sa dépendance à l'égard d'approvisionnements extérieurs.

Une Europe fédérale saurait mieux mobiliser nos ressources pour mener la lutte contre la pandémie et la récession. Elle aurait mieux su acquérir, stocker et distribuer les stocks de masques, de tests et de désinfectants, envoyer médecins et infirmiers où et quand ils étaient le plus nécessaires. Des avions marqués du drapeau bleu étoilé auraient atterri avant les chinois, russes, cubains et même albanais.

Appeler au fédéralisme en ces heures critiques comme le fait la S€D est sans aucun doute utopique, ce qui est moins mortifère que l'inaction, le conformisme, l'égoïsme et le narcissisme de nos dirigeants actuels. Seul de Gaulle a su réhabiliter la France, en 1940 et la redresser en 1958. Que serait devenue l'Allemagne, en 1945, sans Adenauer ? Qui rendra sa dignité à l'Europe en la fédérant ?

1) Selon ABC News, fin novembre 2019, le National Center for Medical Intelligence avertissait d'une contagion à Wuhan. Le 8 avril, le Pentagone a nié l'existence d'un tel rapport. Voir Josh Margolin, James Gordon Meek, «Intelligence report warned of coronavirus crisis as early as November: Sources» in ABC News, <https://abcnews.go.com/Politics/intelligence-report-warned-coronavirus-crisis-early-november-sources/story?id=70031273>, 9 April 2020.

2) Les autorités américaines ont sous-estimé la dangerosité du virus. Voir K. M. Campbell et R. Doshi, «The Coronavirus Could Reshape Global Order», *Foreign Affairs*, www.foreignaffairs.com, 18 mars 2020.

3) On 3 January the US Centers for Disease Control and Prevention was alerted to the disease. Despite that a day later Trump was insisting the situation was under control. The World Health Organization (WHO) warned about Covid-19 on 10 January. The WHO declared a public health emergency on 30 January. Voir Peter Beaumont, Julian Borger, «WHO warned of transmission risk in January, despite Trump claims» in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/09/who-cited-human-transmission-risk-in-january-despite-trump-claims>, 9 April 2020.

4) Selon le *South China Morning Post* de Hong Kong (Voir <https://www.scmp.com>), la 1^{re} personne restée positive l'a été le 17 novembre 2019. Deux médecins, Li Wenliang et Ai Fen ont lancé l'alerte. Le premier est décédé rapidement, les autorités ont effacé les traces de son existence avant de le réhabiliter. Voir Simon Leplâtre,

«Coronavirus: le 1^{er} médecin à avoir lancé l'alerte en Chine réhabilité à titre posthume» in *Radio France International*, <http://www.rfi.fr/fr/asi-pacifique/20200320-coronavirus-1er-m%C3%A9decin-avoir-lanc%C3%A9-alerte-chine-r%C3%A9habilit%C3%A9-li-wenliang>, 20 mars 2020. La seconde a été réprimandée par la police. Voir Hannah Devlin, «Has Covid-19 mutated into a more deadly strain? Busting the coronavirus myths» in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/05/has-covid-19-mutated-into-a-more-deadly-strain-busting-the-coronavirus-myths> and Brice Pedroletti, «Coronavirus : l'urgentiste chinois Ai Fen révèle les pressions subies pour cacher la gravité de l'épidémie» in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/13/l-urgentiste-ai-fen-revele-les-pressions-subies-pour-cacher-la-gravite-de-l-epidemie_6032920_3210.html, 13 mars 2020. Le Wuhan National Biosafety Laboratory, de niveau de biosécurité 4 (BSL4) de l'Académie chinoise des sciences aurait modifié le génome du virus pour le rendre plus agressif, pour qu'il se transmette plus facilement et se reproduise plus rapidement : un assemblage de 7 ou 8 séquences de gènes dans un même génome a une probabilité de construction naturelle faible. Le virus a été identifié dès le 7 janvier 2020, son génome séquencé le 10 janvier, le 13 janvier, un test RT-PCR permettait de le détecter. Cette rapidité plaide pour une fuite de virus du BSL4 divulgué par Xia H, Huang Y, Ma H, Liu B, Xie W, Song D, et al., «Biosafety Level 4 laboratory user training program, China» in *Emerging Infectious Diseases Journal*, nr 5, May

2019, <https://doi.org/10.3201/eid2505.180220> ou https://wwwnc.cdc.gov/eid/article/25/5/18-0220_article.

5) L'article 222, 1, du traité sur le fonctionnement de l'UE dispose : «L'Union et ses États membres agissent conjointement dans un esprit de solidarité si un État membre est l'objet d'une attaque terroriste ou la victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. L'Union mobilise tous les instruments à sa disposition, y compris les moyens militaires mis à sa disposition par les États membres...».

6) Aurélie Pugno, «Une task force à l'état-major de l'UE pour coordonner les efforts dans la lutte contre le Covid-19» in *Bruxelles2*, https://club.bruxelles2.eu/2020/04/une-task-force-a-letat-major-de-lue-pour-mieux-coordonner-les-ef-forts-dans-la-lutte-contre-le-covid-19/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2pro-or-newsletter-post-title_2, 6 avril 2020.

7) Aurélie Pugno, «Deux équipes médicales européennes envoyées dans le Nord de l'Italie. Avec un petit mea culpa» in *Bruxelles2*,

https://club.bruxelles2.eu/2020/04/deux-equipes-medicales-europeennes-envoyees-dans-le-nord-de-litalie-avec-un-petit-mea-culpa/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2pro-or-newsletter-post-title_2, 7 février 2020.

8) Voir Clive Cookson, Michael Peel, «EU science chief resigns with blast at coronavirus response» in *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/f94725c8-e038-4841-a5f6-2e046ae78e95>, 8 April 2020.